

## ENGAGEMENT DU CANDIDAT

### (à faire signer par la ou les personnes qui engagent la candidature par procuration)

En signant le présent document, tous les membres de la candidature, via leur représentant par procuration, certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le candidat peut néanmoins formuler des commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions, y compris celles ci-après, et dans le même délai que pour le dépôt de la candidature, avec le risque que l'ACPC ne les prenne pas en considération, voire que cela l'amène à exclure la candidature. Le candidat prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;
- d) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- e) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre candidats et qu'il n'en réalisera pas avec d'autres concurrents sélectionnés ;
- f) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de sa candidature, après avoir pris connaissance des conditions du marché et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché ;
- g) il met en place les bureaux et entreprises annoncées lors du dépôt de sa candidature et par la suite lors du dépôt de son offre d'entreprise totale. S'il devait procéder à une modification impérative pour une raison de force majeure, il a pris bonne note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des bureaux et entreprises de même niveau de qualification, de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- h) il met en place les personnes-clés annoncées lors du dépôt de sa candidature et par la suite lors du dépôt de son offre d'entreprise totale. S'il devait procéder à une modification impérative pour une raison de force majeure, il a pris bonne note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de qualification, de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- i) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- j) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres candidats sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- k) en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- l) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- m) il respecte les exigences relatives à la directive MSST 6508 en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- n) en cas d'adjudication et selon le type de marché, il fournira un Manuel d'organisation du projet (MOP), un Plan d'assurance qualité (PAQ) et un plan d'hygiène et de sécurité (PHS) qui respecte la législation en vigueur en matière de MSST ;

- o) il acceptera de suivre les directives et instructions de toutes personnes désignées comme représentantes du Maître de l'ouvrage ;
- p) il créera une société simple selon le Code des Obligations avec désignation d'un bureau ou d'une entreprise pilote en cas de consortium d'entreprises ;
- q) il fournira également la convention de fonctionnement du Consortium, le cas échéant, ainsi que l'organigramme opérationnel qui définit les liens hiérarchiques et la répartition des responsabilités entre partenaires ;
- r) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- s) il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au candidat de poser toute question d'éclaircissement. Le candidat ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de cette dernière par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- t) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques, voire si le projet est abandonné ou si un terrain plus approprié devait être trouvé dans l'intervalle, ceci sans dédommagement autre que ceux prévus dans le cadre de la procédure de mise en concurrence. Si le projet lauréat est repris sur un autre terrain imposé par l'adjudicateur, éventuellement avec quelques adaptations, ce dernier négociera et adjudgera le contrat de gré à gré exceptionnel en application de l'article 9, alinéa 1, lettres c) et h<sup>bis</sup>) du RMP ;
- u) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en concurrence ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des candidatures ou des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- v) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice, à un membre du comité d'évaluation ou à un membre du Collège d'experts, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre candidat ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions et peines conventionnelles peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure ou durant la réalisation du projet ;
- w) il accepte de fournir au Maître d'ouvrage, respectivement à son représentant, des attestations de paiement régulier de tous les sous-traitants impliqués dans la réalisation de l'ouvrage, attestations à fournir spontanément avec chaque situation ou demande d'acompte.

### **Contrôle**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler en tout temps l'application des présents engagements. Le candidat est tenu de fournir sur demande au pouvoir adjudicateur les données nécessaires au contrôle.

**Nom de la personne ou du bureau ou de l'entreprise pilote de la candidature :**

\_\_\_\_\_

**Coordonnées complètes du représentant de la candidature :**

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**Date :** \_\_\_\_\_ **Signature(s) \*\* :** \_\_\_\_\_

*\*\* Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager la candidature*